

Abréviations	V
Avant-propos	VII
Préface	IX

I Conditions d'exercice de la profession de sage-femme

A	Organisation de la profession de sage-femme en France et en Europe	
1	Le fonctionnement de l'ordre professionnel des sages-femmes	5
	Contexte historique	5
	Un ordre pour quelles professions ?	6
	Missions de l'Ordre national des sages-femmes	6
	Actualité du Conseil national de l'ordre des sages-femmes	8
2	Les différents exercices possibles pour la sage-femme	11
	Exercice de la profession de sage-femme au sein du secteur public hospitalier	11
	Obligation de réserve (12). Service public hospitalier (12). Comment devient-on sage-femme cadre ? (12).	
	Exercice de la profession de sage-femme au sein du secteur privé	13
	Exercice de la profession de sage-femme au sein du secteur libéral	13
	Exercice de la profession de sage-femme au sein du secteur territorial ..	13
	Activités de management services et réseau de soins	13
	Activités d'enseignement	14
	Missions transversales au titre de représentant d'associations, sociétés savantes et du Conseil national de l'ordre	14
3	L'installation en libéral	15
	Formalités ordinaires	15
	Affiliation auprès de la CPAM	15
	Souscription d'une assurance en responsabilité civile professionnelle ...	16
4	L'exercice en France sans diplôme d'État français	17
	Contexte	17
	Constitution du dossier du candidat	18
	Les épreuves	18
	Jury des épreuves (18). Nature des épreuves (19). Déroulement des épreuves (19). Résultats et liste des candidats admis (19).	
	Conclusion	20
5	L'exercice professionnel en Europe	21
	Contexte	21
	Formalités à accomplir	22

Mobilité des sages-femmes au sein de l'Union européenne	22
Conclusion	23

6 Le déroulement des études de sage-femme en France et en Europe	25
En France	25
En Europe	26
Conclusion	26

B **Responsabilité médicale de la sage-femme**

7 La responsabilité juridique de la sage-femme.	29
Notion de responsabilité juridique.	29
Assumer les conséquences de ces actes (29). Articles 1382 et 1384 du Code civil (29). Responsabilité et sentiment de responsabilité (30). Les différentes responsabilités juridiques encourues et leurs modalités d'engagement.	31
Responsabilité civile ou administrative (31). Responsabilité pénale (33). Responsabilité disciplinaire (35). Responsabilité déontologique (35). Cumul des responsabilités	35
Cadre juridique de l'exercice de la profession de sage-femme	35
Définition (36). Limite de compétences : la dystocie (37). Étendue du droit de prescription (37). Exercice de la profession et obligation de moyens (37). Enjeu juridique de l'appréciation de la dystocie par la sage-femme.	38
Cas particulier de l'urgence (38).	

8 Protection juridique et assurance professionnelle	41
Pas d'obligation d'assurance pour les sages-femmes sauf dans le cadre du libéral	41
La sage-femme est couverte par l'assurance de son établissement sauf en cas de faute intentionnelle.	42
La sanction disciplinaire, une réponse à l'indemnisation par l'employeur d'une faute de la sage-femme.	43
Responsabilité pénale et assurance professionnelle : le risque pénal ne s'assure pas	43
Une assurance professionnelle utile à la sage-femme mais non obligatoire pour exercer.	44

9 La responsabilité juridique de l'étudiant	47
Responsabilité directe et responsabilité indirecte : les textes de références.	47
L'encadrement des étudiants : un exemple de responsabilité indirecte	48
Dans ce cadre, quelles seront les responsabilités juridiques encourues en cas de faute commise par un étudiant ? (48).	

10 La valeur juridique d'un protocole de soins	51
Définition	51
Protocole et exercice de la profession de sage-femme	51

11	La sage-femme expert près des tribunaux	53
	Historique	53
	Devenir sage-femme expert aujourd'hui	53
	Expert auprès de la Cour de cassation (55).	
	L'action contentieuse : les différentes mesures juridiques	55
	Constatations (55). Consultation (56). Les différents types d'expertise (56).	
	Quelles sont les différentes étapes de l'expertise ?	57
	Préparation de l'expertise (57). Déroulement de l'expertise (57).	
	Le rapport d'expertise (59).	
12	La notion de perte de chance	61
	Présentation de la notion de perte de chance	61
	Perte de chance et responsabilité de la sage-femme	61
	Un exemple de jurisprudence : l'arrêt du Conseil d'État du 26 mai 2010 Présentation des faits (62).	62
	Perte de chance et défaut d'information du patient	63
13	Le secret professionnel	65
	Une notion complexe	65
	Discretion professionnelle (65). Devoir de réserve (65). Secret professionnel (66). Secret médical (66).	
	Ce que disent les textes	66
	Article L. 1110-4 du Code de la santé publique (66). Article 226-13 du Code pénal (67).	
	Ce que dit le Code de déontologie de la sage-femme	67
	Qu'entend-on par la notion de secret partagé ?	67
	Déroghations au secret professionnel	67
14	L'obligation de formation continue pour la sage-femme	69
	Historique de la formation médicale continue	69
	Sage-femme et formation continue	69
	Obligation professionnelle mentionnée par le Code de déontologie	70
	Comment apprendre ?	70
	La formation comme projet individuel : le droit individuel à la formation	71
	Professionnels du secteur privé (71). Professionnels de la fonction publique hospitalière (71).	
15	L'obligation d'information de la femme enceinte	73
	Ce que dit la loi	73
	La sage-femme et l'information de la femme enceinte	74
16	Le recueil du consentement de la patiente	77
	Ce que dit la loi	77
	Consentement et dépistage néonatal	78
17	Le refus de soins	79
	Du consentement au refus de soin	79
	La sage-femme et le refus de césarienne	80
	De l'importance du dialogue (81).	

C Le rôle de la sage-femme à tous les niveaux de la santé généraliste des femmes

18	L'entretien du premier trimestre	85
	Contenu et déroulement de l'entretien prénatal	85
	Objectifs de l'entretien prénatal	86
19	Le projet de naissance	87
	Le projet de naissance, outil de médiation entre la femme, le couple et les professionnels de la périnatalité ?	87
	Projet de naissance et présence d'accompagnants	88
	Conclusion	89
20	Le déclenchement artificiel du travail	91
	Le déclenchement en pratique	91
	Conclusion	92
21	L'extraction instrumentale	93
	Débat sur la pratique de la ventouse par la sage-femme	93
	Extraction instrumentale et urgence	94
	Conclusion (94).	
22	Les explorations fonctionnelles	97
	Amnioscopie	97
	Enregistrement du rythme cardiaque fœtal	97
	Échographies obstétricales	98
	Conclusion	98
23	Le partogramme	101
	Présentation générale	101
	Historique (101). Définition de l'Organisation mondiale de la santé (101).	
	Le partogramme, outil de travail pour la sage-femme	101
	Tenue du partogramme et recommandations de bonne pratique	102
24	La participation de la sage-femme à l'analgésie péridurale	105
	Sage-femme et anesthésie	105
	Sage-femme et analgésie péridurale	105
25	Sage-femme et suites de couches	107
	Surveillance clinique	107
	Accompagnement et éducation	108
26	Sage-femme et rééducation périnéale	111
	Prévention	111
	Moyens en rééducation	112
27	Sage-femme et consultation postnatale	113
	Contexte	113
	Déroulement et objectifs de la consultation	113
28	Le droit de prescription de la sage-femme	115
	Encadrement de la prescription	115
	Critère d'efficacité de la prescription	116

La prescription doit être à visée thérapeutique	116
Indications thérapeutiques	116
Rédaction des prescriptions, certificats et attestations	116

29 La rédaction d'une ordonnance	119
Contenu réglementaire d'une ordonnance.	119
Cas de la prescription en dénomination commune	120
Cas de la prescription de médicaments hors autorisation de mise sur le marché	120
Conclusion	120

30 Sage-femme et contraception	121
Ce que dit la loi	121

31 Sage-femme et suivi gynécologique	123
Ce que dit la loi	123

32 L'exercice professionnel de la sage-femme dans le cadre de la protection maternelle et infantile.	125
Évolution de la PMI depuis sa création	125
Missions actuelles de la PMI	126
PMI et protection de l'enfance	127

II Législation actuelle concernant la procréation

A Quelques notions de base sur la filiation et l'état civil

33 La filiation de l'enfant	133
Historique : du Code civil de 1804 à l'ordonnance du 4 juillet 2005.	133
Période légale de conception	133
Les différents modes d'établissement de la filiation	134
Établissement de la filiation par effet de la loi	134
Établissement de la filiation par reconnaissance	134
Établissement de la filiation par la possession d'état	135
Établissement de la filiation par jugement	135
Modalités de contestation de la filiation établie	135
Principe général (135). Contestation de la paternité et de la maternité (136).	
Cas particulier de la filiation d'un enfant issu d'une assistance médicale à la procréation (voir Fiche 44)	136

34 Accouchement dans l'anonymat.	139
Historique	139
Formalités lors de l'admission de la femme enceinte	139
Naissance de l'enfant et prise en charge	140
Accès aux origines pour l'enfant né sous X	141

35 Naissance d'un enfant et formalités auprès de l'état civil.	143
Déclaration de naissance	143
Attribution des prénoms et du nom de famille	143
Reconnaissance	144

36	Décès d'un enfant : formalités et modalités de prise en charge.	147
	État civil et prise en charge du corps du nouveau-né décédé : le nouveau dispositif	147
	Première étape : les arrêts rendus par la Cour de cassation en février 2008 (147). Deuxième étape : les textes réglementaires d'août 2008 (149). Troisième étape : la circulaire n° 2009-182 du 19 juin 2009 (149).	
	Prise en charge des corps	150
	Droits sociaux : congés de maternité et de paternité, hospitalisation (voir Fiche 38).	151

B **Législation concernant la femme enceinte**

37	Les prestations prises en charge par l'Assurance maladie.	155
	Que prend en charge l'Assurance maternité ?	155
	Les différentes consultations prénatales	155
	Échographies obstétricales	156
	Examens de prévention	156
	Accouchement et période postnatale	157
38	Les droits et la protection de la femme enceinte.	159
	Grossesse et activité professionnelle.	159
	Entretien d'embauche et période d'essai (159). Information de l'employeur (160). Aménagement des conditions de travail (160). Autorisations d'absence (160). Protection contre le licenciement (161). Démission et priorité de réembauchage (162).	
	Congé de maternité.	162
	Indemnisation du congé maternité	162
	Durée du congé maternité	163
	Aménagement de la durée du congé de maternité (163). Congés pathologiques et arrêt de travail (164). Accouchement prématuré ou post-terme (164). Report du congé de maternité (165). Retour à l'emploi (165).	
39	Les droits de la patiente mineure.	167
	Contraception et interruption volontaire de grossesse.	167
	Dispositif juridique relatif à la contraception (167). Dispositif juridique relatif à l'interruption volontaire de grossesse (voir Fiche 41) (168).	
	Émancipation sanitaire de la mineure : la loi du 4 mars 2002.	169
	Droit à l'information (voir Fiche 15) (169). Obligation de recueillir un consentement (voir Fiche 16) (169). Possibilité pour la mineure de consentir seule à des soins sans accord des parents (169).	
	Grossesse et minorité	170
40	Grossesse et incarcération.	173
	Déroulement de la grossesse dans le cadre d'une incarcération	173
	Accouchement de la femme incarcérée	174
	Retour dans le milieu carcéral	175
	Départ de l'enfant	176

41	La réglementation de l'interruption volontaire de grossesse .	179
	Historique de l'interruption volontaire de grossesse	179
	Dispositif légal concernant l'IVG issu de la loi du 4 juillet 2001	180
	Principe (180). Modalités pratiques (180). Cas particulier de l'IVG pratiquée hors établissements de santé (181) Cas particulier de l'IVG de la femme mineure (181).	

42	La réglementation de l'interruption médicale de grossesse . .	183
	Un peu d'histoire.	183
	Dispositif juridique.	183
	Interruption possible à toute époque de la grossesse (183). Deux indications légales pour la réalisation d'une IMG (184). Appréciation des indications maternelle et fœtale (184). Composition de l'équipe pluridisciplinaire (184). Clause de conscience (185).	

C **Législation concernant l'assistance médicale à la procréation, l'embryon et le fœtus**

43	La réglementation de la stérilisation contraceptive.	189
	Situation antérieure à la loi du 4 juillet 2001	189
	Modification du régime de la stérilisation à visée contraceptive :	
	la loi du 4 juillet 2001	189
	Maintien de l'interdiction pour les mineures (189). Intervention soumise à conditions pour les majeures juridiquement capables (190). Intervention soumise à autorisation du juge des tutelles pour les majeures juridiquement incapables (190).	

44	La réglementation de l'assistance médicale à la procréation .	193
	Historique de l'assistance médicale à la procréation	193
	Cadre juridique général issu de la loi du 6 août 2004	194
	Définition de l'assistance médicale à la procréation (194). Objectifs et conditions de recours à l'assistance médicale à la procréation (194). Établissements et praticiens habilités à pratiquer les activités d'assistance médicale à la procréation (195). Mise en œuvre de l'assistance médicale à la procréation (195).	
	Cas particulier de l'assistance médicale à la procréation avec recours à un tiers donneur	196
	Conditions (196). Accueil d'embryon (196). Conditions relatives au donneur et au don lui-même (196).	
	Le devenir des embryons surnuméraires.	198
	Quelles perspectives d'évolution ?	199

45	Le cadre juridique du diagnostic anténatal.	203
	Diagnostic prénatal	203
	Définition (203). Conditions de réalisation d'un diagnostic prénatal (204). Dépistage de la trisomie 21 (204).	
	Diagnostic pré-implantatoire	205
	Conditions (205). Une nouvelle exception : le diagnostic pré-implan- tatoire comme moyen de guérison d'un premier enfant malade (205).	

46	Le cadre juridique des recherches sur l'embryon	209
	Recherches et clonage embryonnaire	209
	Sanctions pénales (209).	
	Recherche sur l'embryon et les cellules embryonnaires	210
	Importation de tissus et cellules embryonnaires (211).	
47	Le statut juridique de l'enfant à naître	213
	Acquisition de la personnalité juridique	213
	Moment de l'acquisition de la personnalité juridique (213).	
	Conséquences de l'acquisition de la personnalité juridique (213).	
	Le droit à la protection de la vie : peut-on parler d'homicide involontaire du fœtus ?	214
	Statut de l'embryon <i>in vitro</i>	215
48	La gestation pour autrui	217
	Ultime solution pour une femme stérile, le recours à une « mère porteuse » existe depuis toujours	217
	La gestation pour autrui fait l'objet en France d'une interdiction et est passible de sanctions pénales	218
	Arguments en faveur de la légalisation.	219
	Arguments en faveur du maintien de l'interdiction	219
	Légaliser la gestation pour autrui : les éléments du débat	221

III Organisation actuelle des lieux de naissance

49	Les différents types de maternité en France	225
	Missions générales des réseaux en périnatalité	225
	Définition des différents types de maternité	226
50	Les commissions régionales de la naissance	229
	Quelles sont les missions de la commission ?	229
	Quelle est la composition de la commission ?	229

IV Épreuve de législation professionnelle

	Fiche conseil : réussir son oral de législation	233
	Types de question pouvant être posés lors de l'oral de législation	233
	Découverte de la question et préparation	234
	Introduction du sujet	234
	Prestation orale face à l'examinateur	234
	Quelques exemples de questions	237
	Questions de cours	237
	Questions de cours assorties d'une question réflexion	237
	Questions de positionnement professionnel	237
	Commentaire d'article ou de texte	237
	Index	239